

27 février 2007



Nations Unies

Assemblée générale

AG/PAL/1038

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

LE COMITÉ POUR LES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN OUVRE SES TRAVAUX SOUS LE SIGNE D'UNE ÉVOLUTION POSITIVE DU PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT

L'Observateur de la Palestine réclame un calendrier précis pour la fin de l'occupation et la création d'un État viable

Le Secrétaire général de l'ONU a inauguré, cet après-midi, la session annuelle du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Ban Ki-moon a voulu qu'en 2007, l'objectif des parties et de la communauté internationale soit d'inverser la tendance au désespoir face aux obstacles à la création d'un État palestinien vivant côte à côte et en paix avec Israël.

Le Secrétaire général s'est donc dit encouragé par l'Accord conclu à La Mecque le 8 février entre les parties palestiniennes, en espérant que le gouvernement d'union nationale de l'Autorité palestinienne verra bientôt le jour. Il s'est également dit encouragé par la relance du dialogue entre l'Autorité palestinienne et Israël. Il a rappelé que le 19 février dernier, la Secrétaire d'État américaine a organisé des entretiens avec le Président Abbas et le Premier Ministre Olmert, signalant par-là l'engagement actif des États-Unis à travailler avec les parties.

Ces mesures, a encore relevé le Secrétaire général, ont été renforcées par l'engagement renouvelé du Quatuor, qui a tenu deux réunions le mois dernier et compte se réunir à nouveau dans la région d'ici peu. Ban Ki-moon a appelé les membres du Comité à saisir ces occasions politiques avec de la créativité, de la persistance et un bon dosage de fermeté et de souplesse.

Le Comité est bien conscient que certains États mettent en doute sa raison d'être et qu'une certaine opinion critique ses activités qu'elle qualifie de déséquilibrées et de partisans, a déclaré le Président réélu, Paul Badji du Sénégal. Le Comité, a-t-il dit, est le seul organe intergouvernemental au sein des Nations Unies qui s'occupe uniquement des aspects politiques de la question de la Palestine. Promouvoir les droits des Palestiniens à la dignité, à l'existence, en tant que nation, à jouir d'un foyer national, d'un État souverain et indépendant, comme tous les autres peuples du monde, ne signifie nullement œuvrer contre les intérêts d'Israël.

Et d'ailleurs, a poursuivi l'Observateur de la Palestine, alors qu'on aurait espéré commencer la première réunion du Comité sur une note positive, particulièrement après la signature de l'Accord de La Mecque, Israël se livre à des fouilles à l'esplanade des Mosquées qui cachent mal une tentative insidieuse de remuer la rue palestinienne, de façon à écarter la région de toute évolution positive. Récemment, a encore dénoncé l'Observateur, Israël poursuit des opérations à Naplouse. Il a appelé le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale à faire pression sur Israël pour qu'il arrête ses agressions et que tout le monde puisse capitaliser sur les éléments positifs avant, pendant et après la réunion de La Mecque.

Annonçant la formation du gouvernement d'union nationale d'ici une semaine, l'Observateur de la Palestine a appelé à la levée du blocage des recettes palestiniennes, en indiquant que la lettre que le Président Abbas a adressée au Quatuor ne reprend pas mot pour mot ce que le Quatuor attend du gouvernement d'union nationale mais qu'elle contient l'essence de ce qui est nécessaire pour la poursuite des accords existants entre l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et Israël. Il a demandé un calendrier clair pour mettre fin à l'occupation et créer un État viable. « Ceux qui parlent de deux États doivent établir ce calendrier pour que l'ONU et le Quatuor puissent œuvrer à la mise en œuvre des objectifs déclarés », a insisté l'Observateur.

Par ailleurs, le Comité a été informé par son Président, des conclusions de la Réunion asiatique des Nations Unies à l'appui des droits inaliénables du peuple palestinien et du Forum de la société civile, qui se sont tenus à Kuala Lumpur, du 15 au 17 décembre*. Il a aussi été informé des résultats du Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien, qui a eu lieu les 5 et 6 février à Doha. Le Président du Comité a, en outre, passé en revue les faits majeurs qui se sont déroulés depuis le 12 décembre 2006, notamment au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et dans d'autres instances dans le monde.

Le représentant du Pakistan a rendu compte de l'initiative entreprise par les pays islamiques au sujet des moyens de contribuer à la recherche d'un règlement du conflit israélo-palestinien. Il a donné lecture des conclusions d'une réunion ministérielle qui s'est tenue à Islamabad. Les représentants de Cuba et de l'Italie ont également pris la parole ainsi que le Directeur du Bureau de liaison de l'UNRWA.

Le Comité a aussi approuvé le programme provisoire de la Réunion internationale des Nations Unies à l'appui de la paix israélo-palestinienne qui doit se tenir les 22 et 23 mars au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome**. Il a également approuvé « dans ses grandes lignes » le programme de travail 2007, qui devra être ajusté en fonction des besoins***. Le programme a été commenté par les représentants de la Sierra-Leone et du Mali, ce dernier se félicitant que le Comité prévoit de continuer à appeler l'attention de la communauté internationale sur les événements qui ont un caractère d'urgence survenant dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Le Comité a enfin accrédité trois ONG. Il s'agit de *Women for Palestine* de l'Australie, de *Order of the Saint-John of Jerusalem* de la Fédération de Russie et *The Palestine Freedom Project* des États-Unis****

Outre son Président, le Comité a élu Zahir Tanin de l'Afghanistan et Rodrigo Malmeirca Diaz de Cuba aux postes de vice-président et Victor Camilleri de Malte, au poste de rapporteur.

Déclarations

BAN KI-MOON, Secrétaire général des Nations Unies, a déclaré que la voie d'une solution pacifique du conflit israélo-palestinien a été semée d'embûches, de frustrations et de tragédie. Les Palestiniens attendent toujours la liberté et la dignité qu'on leur a niées pendant des décennies. Les Israéliens attendent toujours une sécurité durable. Aucun de ces deux peuples ne peut réaliser ses revendications légitimes sans un règlement du conflit. Nous sommes aujourd'hui, a estimé le Secrétaire général, sur le point de faire passer nos efforts de la gestion de la crise à un règlement véritable du conflit.

* CPR/APCQP/2006/1

** Document de travail n.1-27 février 2007.

*** A/AC.183/2007/CRP.1

**** Document de travail n.2-27 février 2007.

Les défis sont énormes, a-t-il prévenu. L'occupation militaire israélienne, les restrictions de mouvements, la confiscation des revenus palestiniens et la crise sociale et économique ont accéléré une crise humanitaire dans le territoire palestinien et fait payer un lourd tribut aux populations les plus vulnérables. La poursuite des colonies de peuplement et la construction du mur de sécurité ont érodé la qualité de vie des Palestiniens et compromis les efforts visant à créer un État viable.

Dans le même temps, a reconnu le Secrétaire général, les tirs de roquettes et les attentats suicides contre les civils israéliens accentuent le sentiment d'insécurité du peuple israélien, ce qui conduit à des restrictions encore plus sévères. De plus, le retrait de l'appui des donateurs au Gouvernement palestinien pour son manque d'engagement clair en faveur des principes fondamentaux du processus de paix, a compromis le fonctionnement des institutions palestiniennes.

En 2007, l'objectif doit être d'inverser la tendance au désespoir devant les difficultés à créer deux États, vivant côte à côte. Le Secrétaire général s'est donc dit encouragé par l'accord de La Mecque, en espérant que le Gouvernement d'union nationale verra bientôt le jour. Il s'est également dit encouragé par la relance du dialogue entre Israël et l'Autorité palestinienne. Il a rappelé que la semaine dernière, la Secrétaire d'État américaine a organisé des discussions entre le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et le Premier Ministre d'Israël, Ehud Olmert, signalant par-là l'engagement actif des États-Unis à travailler avec les parties.

Ces mesures ont été renforcées par l'engagement renouvelé du Quatuor, qui a tenu deux réunions le mois dernier et entend le faire encore prochainement. Il s'agit de joindre les efforts pour clarifier l'horizon politique et assurer que le dialogue mène à des négociations sur un règlement global. Le Secrétaire général a espéré que tout ceci sera appuyé par une assistance internationale qui se concentrera sur le renforcement et la préservation des institutions palestiniennes qui sont à la base d'un État palestinien.

Le Secrétaire général a appelé les membres du Comité à saisir ces opportunités politiques avec créativité, persistance et un bon dosage de fermeté et de souplesse. Il sera alors possible de trouver le chemin qui nous a échappé si longtemps et d'arriver à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, fondée sur la fin de l'occupation et la création d'un État palestinien vivant côte à côte et en paix avec Israël, a promis le Secrétaire général.

M. PAUL BADJI (Sénégal), Président réélu du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, s'est félicité de la présence du Secrétaire général, en rappelant les propos qu'il a tenus le jour de sa prestation de serment : « nos populations ne respecteront pas longtemps une Organisation, ni ne toléreront un Secrétaire général qui satisfait certains tout en ignorant l'appel désespéré des autres ». Rappelant le mandat du Comité, le Président réélu a souligné qu'il a pleinement soutenu l'avènement de deux États coexistant dans des frontières sûres et reconnues. Le Comité a aussi accueilli favorablement la Feuille de route et exhorté les parties à la mettre en œuvre. Le Sénégal, a-t-il dit, comme tous les autres membres du Comité, est bien conscient que certains États mettent en doute la raison d'être du Comité et qu'une certaine opinion critique ses activités qu'elle qualifie de déséquilibrés et de partisans.

Le Comité, a-t-il dit, est le seul organe intergouvernemental au sein des Nations Unies qui s'occupe uniquement des aspects politiques de la question de la Palestine. Promouvoir les droits des Palestiniens à la dignité, à l'existence, en tant que nation, à jouir d'un foyer national, d'un État souverain et indépendant, comme tous les autres peuples du monde, ne signifie nullement œuvrer contre les intérêts d'Israël. Le Sénégal, qui entretient des relations de coopération avec la Palestine et Israël, est tout à fait à l'aise pour dénoncer la politique israélienne car cela relève de son devoir de Président du Comité de flétrir une telle attitude même de la part d'un pays qui partage des valeurs de la démocratie, de l'état de droit et des droits de l'homme.

Aujourd'hui, nous sommes devant des développements prometteurs, a encore dit le Président réélu, en citant les mêmes événements que le Secrétaire général. Ces signaux positifs, a-t-il estimé,

tempèrent, un tant soi peu, les inquiétudes que suscitent la fragilité de la situation sécuritaire sur le terrain et surtout la précarité des conditions de vie des Palestiniens. Il a lancé un appel à l'assistance internationale en faveur du peuple palestinien et salué les idées de la Commission européenne afin de mieux coordonner et mobiliser l'assistance internationale au soutien du processus politique et des populations palestiniennes.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur de la Palestine, a fermement appuyé le programme de travail du Comité. Ce dernier, a-t-il dit, a, au fil des ans, joué un rôle important dans les efforts visant à rétablir le peuple palestinien dans ses droits. L'Observateur a mis l'accent sur la crise humanitaire, en cours, aggravée par la construction du mur de séparation et l'extension des colonies de peuplement qui continuent à avaler la terre palestinienne, à séparer et à isoler des villages et des villes entières, détruisant le tissu social des Palestiniens. Il a aussi dénoncé le blocus financier et politique continu, les agressions militaires par les forces d'occupation israéliennes et les arrestations de quelque 10 000 Palestiniens. Jusqu'au règlement global du conflit, les Nations Unies, a-t-il conclu, ont une responsabilité envers la question de Palestine et, dans ce contexte, le Comité joue un rôle indispensable en poursuivant ses efforts pour réaliser dans la pratique les droits inaliénables des Palestiniens.

M. HAMIDON ALI (Malaisie) s'est dit découragé de tenir cette réunion aujourd'hui au moment où Israël mène une attaque contre Naplouse, laquelle vient après d'autres faits inquiétants comme les travaux de fouille à l'esplanade des Mosquées. La paix ne peut venir que de la création d'un État palestinien et la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour parvenir à une solution globale, juste et durable, a-t-il dit. Il a espéré que la Réunion asiatique des Nations Unies à l'appui des droits inaliénables du peuple palestinien et le Forum de la société civile que son pays a organisés, du 15 au 17 décembre, permettront de sensibiliser l'opinion publique asiatique à l'urgence qu'il y a à reprendre le dialogue sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de la Feuille de route du Quatuor. Il a dit attendre avec intérêt les autres événements, en se déclarant favorable à l'idée de convoquer une conférence internationale pour trouver une solution au conflit qui est au cœur de la situation au Moyen-Orient et qui nourrit le cycle de violence.

Reprenant la parole, l'Observateur de la Palestine a dit avoir espéré que la première réunion du Comité commence sur une note positive, particulièrement après la signature de l'Accord de La Mecque. La partie palestinienne essaye de faire le ménage chez elle et de relancer le processus de paix alors qu'Israël se livre à des fouilles à l'esplanade des Mosquées qui cachent mal une tentative insidieuse de remuer la rue palestinienne de façon à écarter la région d'évolutions positives. Récemment, on assiste à une grande agression qui se poursuit à Naplouse où la vieille ville subit un couvre-feu depuis plusieurs jours, sans parler des morts et des arrestations, a ajouté l'Observateur. Israël, a-t-il estimé, n'agit pas comme une partie intéressée au processus de paix mais bien comme une qui sabote systématiquement toute évolution positive. La mission de la Palestine a envoyé une lettre aux Présidents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Ce que nous voulons, a-t-il confié, c'est que ces deux organes fassent pression sur Israël pour qu'il arrête ses agressions et que tout le monde puisse capitaliser sur les éléments positifs avant, pendant et après La Mecque.

Les Palestiniens peuvent avoir des désaccords mais il n'est pas dans leur tradition de régler les divergences par la violence. Les événements qui ont eu lieu à Gaza doivent principalement être attribués au fait que ce territoire a été transformé en une immense prison. L'un des aspects immédiats de l'Accord de La Mecque aura été de mettre fin aux luttes internes. En outre, un gouvernement d'union nationale est en cours de formation et d'ici une semaine, on devrait enregistrer un autre succès qui devrait conduire à la levée de l'embargo financier imposé par la communauté internationale, après l'arrivée au pouvoir du Hamas. La lettre que le Président Abbas a adressée au Quatuor ne reprend pas mot pour mot ce que le Quatuor attend du gouvernement d'union nationale mais elle contient l'essence de ce qui est nécessaire pour ce qui est de la poursuite des accords existants entre l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et Israël.

L'Observateur a espéré que la réunion tripartite, en particulier la partie israélienne, soit plus positive que par le passé. Le peuple palestinien doit avoir un calendrier très clair pour mettre fin à l'occupation et établir un État viable. Les réunions du Quatuor à Washington et à Berlin indiquent qu'il pourrait y avoir le début d'un processus visant à mettre fin au blocus financier et à une renaissance du processus politique, s'est-il félicité. La visite du Président Abbas en Europe vise ces mêmes objectifs. Il s'est dit encouragé par certains passages de la Déclaration du Quatuor et des résultats des autres réunions tenues en Europe. Le Président français, a-t-il noté, a promis de soulever la question au Conseil de l'Union européenne.

Le processus politique doit être accéléré. On ne peut entrer dans une autre phase de 12 années d'arrangements transitoires. Il faut que vers la fin du mandat du Président Bush, les Palestiniens disposent d'un calendrier pour la fin de l'occupation et la création d'un État. Ceux qui parlent de deux « États » doivent fournir ce calendrier pour que l'ONU et le Quatuor puissent œuvrer à la mise en œuvre des objectifs. Il a conclu en demandant plus d'efforts pour faire respecter les textes internationaux, dont la Quatrième Convention de Genève. Il a aussi avancé l'idée de créer un organe consultatif pour assister le Secrétaire général, en sa qualité de membre du Quatuor. Il a enfin appelé à l'établissement rapide du registre des dommages causés par la construction du mur de séparation.

M. RODRIGO MALMIERCA DIAZ (Cuba), au nom du Mouvement des pays non alignés, a dénoncé le fait que l'État d'Israël continue d'occuper les territoires palestiniens, en recourant à la force. Une solution juste et durable ne sera pas possible, a-t-il prévenu, sans une contribution d'Israël pour mettre fin à son occupation illégale. Les résolutions du Conseil de sécurité ne sont pas respectées et le recours au veto par un certain État Membre ne fait qu'encourager Israël à agir avec impunité, ce qui ne contribue nullement à la reprise du dialogue. À son tour, le représentant s'est félicité de l'Accord de La Mecque qui appelle à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Il a appelé la communauté internationale à ne pas imposer de conditions au prochain gouvernement et à lever son blocus financier. Il faut faire progresser ces efforts pour trouver une solution juste et durable à la situation en Palestine, a-t-il insisté.

M. ANDREW WHITLEY, Directeur du bureau de liaison de l'UNRWA, a prévenu que la suite des événements, dont la levée du blocus financier et la restitution par Israël des revenus douaniers, dépendra du gouvernement d'union nationale. Aujourd'hui, Israël, qui a restitué une somme de 100 millions de dollars, détient encore une somme de 530 millions de dollars, soit le double de l'aide fournie par l'Union européenne. Il faudra des mois voire des années pour que le peuple palestinien sorte du trou de la pauvreté dans lequel il a été jeté. Les chiffres du chômage ne s'amélioreront que très lentement et il faudra beaucoup de temps pour que Gaza et la Cisjordanie reprennent leurs activités économiques, d'où l'importance des agences humanitaires.

À Gaza, la situation est caractérisée par un blocus quasi total. Quelque 540 barrières ont été érigées. En 2006, le PNB du territoire palestinien a diminué de 22% par rapport à 2005, contrairement aux tendances de la région. En Cisjordanie, on observe un régime de plus en plus strict et qui gêne de plus en plus les travaux de l'UNRWA qui a compté, à ce jour, 838 incidents, rien que pendant l'année dernière. La construction du mur de séparation et les colonies de peuplement définissent le quotidien à Gaza et en Cisjordanie où les terres arables sont confisquées. Quelque 500 000 personnes qui vivent à l'est du mur devront le traverser tous les jours et pratiquement aucune des portes d'accès ne fonctionnent comme prévu.

Compte tenu de ce blocus économique, le chômage est passé à 26% en Cisjordanie et 50% de la population vit en-deçà du seuil de pauvreté. En 2006, les opérations militaires d'Israël se sont intensifiées et les affrontements ont augmenté de 72% par rapport à 2005, en devenant de plus en plus meurtriers. On estime que 678 Palestiniens et Israéliens sont morts à la suite d'affrontements, sans compter les victimes de la violence interpalestinienne. À Gaza, le chômage est plus élevé et est monté à 40%, a encore indiqué l'intervenant.

M. ALDO MANTOVANI (Italie) a annoncé que les 22 et 23 mars, le Comité organisera une réunion à l'appui de la paix au siège de la FAO à Rome, dont l'objectif est d'appuyer les efforts internationaux pour parvenir à la paix, mobiliser la communauté internationale et souligner l'urgence de résoudre le conflit, en créant un État palestinien fondé sur les frontières de 1967, vivant côte à côte avec Israël. Il faut accélérer le processus de paix. Le conflit n'a que trop duré, a insisté le représentant en déclarant que le gouffre qui est apparu d'ouest en est n'a pas de raison d'exister. Il a réitéré le rôle fondamental des parties, des pays de la région et du Quatuor. Il a reconnu l'autorité de la Feuille de route et s'est dit d'avis que pour relancer le dialogue, il faut un horizon politique crédible pour un accord sur le statut final. Une solution au conflit, qui dure depuis plus d'un demi-siècle, contribuera au dialogue entre les pays et les peuples de la planète, a conclu le représentant qui s'est dit fervent partisan de la promotion du dialogue culturel.

Reprenant la parole, le Président du Comité a rendu compte de la Réunion asiatique des Nations Unies à l'appui des droits inaliénables du peuple palestinien et le Forum de la société civile à l'appui du peuple palestinien, tenus sous les auspices de l'ONU, du 15 au 17 décembre 2006, à Kuala Lumpur. Il a tracé les grandes lignes de la Déclaration adoptée, à l'issue de la Réunion, qui souligne que la poursuite de l'occupation du territoire palestinien demeure la principale cause du conflit. Elle prie la communauté internationale, notamment les membres du Quatuor, de mettre en place un mécanisme crédible et efficace de surveillance par des tiers.

La Déclaration condamne la poursuite de la construction du mur et le fait qu'il n'a toujours pas été décidé de geler l'implantation de colonies de peuplement, en dépit des appels répétés du Quatuor et de la communauté internationale. La Déclaration exprime la frustration des uns et des autres devant l'aggravation de la crise économique, sociale et humanitaire et l'isolement de la bande de Gaza. Concernant le Forum, ses participants ont décidé de créer en Asie, un réseau de coordination pour la Palestine qui coopèrera avec le Réseau international d'organisations de la société civile pour la Palestine.

Le Président du Comité a ensuite fait part des travaux du Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien, qui s'est tenu à Doha, les 5 et 6 février 2007. Pendant leurs travaux, les participants sont convenus que l'aide humanitaire au peuple palestinien ne doit pas être subordonnée à des contraintes politiques et ont appelé une nouvelle fois la communauté internationale à redoubler d'efforts pour venir en aide aux Palestiniens qui en ont besoin. Ils ont réaffirmé qu'Israël doit débloquer les recettes fiscales palestiniennes et reprendre immédiatement le transfert régulier des paiements.

Les participants ont pris note des efforts de l'Union européenne pour créer le nouveau mécanisme international temporaire et se sont félicités de son extension, tout en constatant qu'il est loin d'être aussi efficace que les programmes qui avaient été mis en place avant les élections palestiniennes de janvier 2006. Ils ont convenu que les restrictions à la liberté de circulation constituent le principal obstacle à l'amélioration de la situation humanitaire et à un redressement économique à long terme. Ils ont également souligné qu'il faut mettre en œuvre l'Accord réglant les déplacements et le passage, qui a été conclu le 15 novembre 2005.

Le Séminaire, a conclu le Président du Comité, a surtout rappelé qu'à moins de trouver une solution pacifique à la question de Palestine, les efforts n'aboutiront pas à un relèvement social ou économique sensible. Le développement social et économique ne se concrétisera que dans un État palestinien viable créé sur la base des frontières de 1967.

* *** *